

MARTIN Pascale (BATI)

De: Guichet Numerique <no-reply@eservice-urbanisme.nantesmetropole.fr>
Envoyé: vendredi 27 octobre 2023 10:30
À: MARTIN Pascale (BATI); gael.filleux@bodreau-architecture.fr
Objet: Accusé de réception électronique : dossier n°PC 44035 23 Z1054 (demande n° 69212).

Madame, Monsieur,

Vous avez saisi par voie électronique la mairie de La Chapelle-sur-Erdre pour une demande de Permis de Construire (n°69212) le 26/10/2023. Cette demande est désormais référencée sous le numéro de dossier PC 44035 23 Z1054 .

Le présent accusé de réception atteste de la réception de votre saisine par l'administration compétente et vous informe des prochaines étapes de la procédure. Cela ne préjuge pas de la complétude ou de la recevabilité du dossier qui dépend notamment des pièces à fournir. Pour tout renseignement concernant votre dossier, vous pouvez contacter le service compétent par messagerie électronique à demat_urba@lachellesurerdre.fr ou par Tél. 02.51.81.87.15 .

Le délai d'instruction de votre dossier est de 3 mois à compter de la date de réception par la collectivité (26/10/2023) et, si vous ne recevez pas de notification électronique ou de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'une autorisation tacite.

Toutefois, dans le mois qui suit la réception de votre dossier, l'administration peut vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services) ;
 - soit pour vous demander une ou plusieurs pièces manquantes à votre dossier ;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle notification ou lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.

Si vous n'avez rien reçu à la fin de ce premier mois, le délai de 3 mois ne pourra plus être modifié. Si aucune notification électronique ou de courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de 3 mois, vous pourrez commencer les travaux après avoir :

RAPPELS :

- L'autorisation d'urbanisme doit être affichée sur le terrain dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau réglementaire visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau d'affichage réglementaire dans la plupart des magasins de matériaux (A.424-15 à A.424-19 du Code de l'urbanisme).
- Au démarrage des travaux et en cas de permis de construire uniquement, vous devrez adresser au service urbanisme de la mairie - une Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) de manière dématérialisée via le eService urbanisme.
- A l'achèvement des travaux et pour toute autorisation, vous devrez adresser au service urbanisme de la mairie - une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) et attestations jointes de manière dématérialisée via le eService urbanisme.

ATTENTION : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans un délai de deux mois à compter de son affichage terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans le cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans un délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses

observations.

- L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. (R. 424-17 du Code de l'Urbanisme)
- L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives auxquelles est soumis le projet n'ont pas évoluées de façon défavorable à son égard. (R.424-21 et R.424-22 du Code de l'urbanisme)
- En cas de questionnement vous pouvez contacter le service urbanisme de la mairie,

Ne répondez pas directement à ce message, celui-ci vous est envoyé automatiquement et aucun traitement ne pourrait être effectué sur un éventuel retour.

Cordialement.

Vos droits :

Des informations nominatives font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre demande d'autorisation d'urbanisme. Les destinataires des données sont les services instructeurs de la ville de La Chapelle-sur-Erdre et de Nantes métropole.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen sur la protection des données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer auprès du Délégué à la protection des données de la ville de La Chapelle-sur-Erdre

Les données à caractère personnel recueillies font l'objet d'un traitement informatique réalisé par les 24 communes de Nantes Métropole et Nantes Métropole, à des fins légitimes, nécessaires et ayant pour fondement les obligations légales :

- < - instruire la demande d'autorisation d'urbanisme,
- constituer un espace personnel permettant les échanges entre le demandeur et l'administration,
- établir des statistiques conformément à l'article L. 423-2 du code de l'urbanisme.
- procéder à l'affichage réglementé sur les sites officiels des 24 communes et sur le site officiel des données publiques - ouvertes de Nantes Métropole [Nantes Métropole Opendata](#). Les données y sont alors conservées et affichées pendant le temps strictement nécessaire à l'instruction de la demande puis pendant une durée de deux mois à compter de la décision prise par l'autorité compétente, soit dans le cadre du droit d'accès aux documents administratifs une fois la décision rendue.

Le traitement de données ainsi réalisé se fonde sur une obligation légale :

- la loi informatique et libertés dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018,
- le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, dit RGPD, applicable depuis le 25 mai 2018.

Les responsables de traitement sont les Maires des 24 communes.

Les destinataires de ces données sont :

- les services instructeurs des services urbanismes des communes et de Nantes Métropole,
- les services consultées,
- les services en charge de la statistique, de la fiscalité et du contrôle de légalité.

L'utilisateur de la téléprocédure bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et/ou limitation, qu'il est possible d'exercer en contactant le délégué à la protection des données de la commune du lieu du dépôt de la demande. Le droit à l'effacement ne s'applique pas ici dès lors que les données transmises sont soumises à des obligations de conservation.

LIENS RAPIDES :

br> [Lien - eService Nantes Métropole](#)
br> [Lien FAQ - Contacter votre service urbanisme](#)

GUIDES D'UTILISATION :

br> [Annuler votre dossier](#)
br> [En cas de dossier incomplet](#)
br> [Télécharger votre décision](#)

EN CAS DE DIFFICULTE DANS VOTRE DEMARCHE EN LIGNE - CONTACT -
sun@nantesmetropole.fr